

Le projet de loi d'orientation agricole accélère le plan social qui fait disparaître les paysan·nes



Le projet de loi d'orientation agricole accélère le plan social qui fait disparaître les paysan·nes

Communiqué de la Confédération Paysanne :

Le projet de loi d'orientation agricole (PLOA) présenté ce jour en Conseil des ministres ressemble davantage à un plan social qu'à un programme de renouvellement des générations.

Rien sur le revenu et rien sur la répartition du foncier qui sont pourtant les deux leviers majeurs pour installer massivement des paysan·nes.

De plus, il place sur le même plan production d'alimentation et d'énergie, en contradiction avec l'objectif de souveraineté alimentaire.

Ce texte loupe donc totalement ses prétendus objectifs.

Le gouvernement utilise les vieilles recettes du passé qui, au nom de la compétitivité, favorisent l'agrandissement, l'endettement, la spécialisation des fermes, ceci au profit de quelques-uns et au détriment du plus grand nombre.

Le volet ajouté au lendemain de la colère paysanne multiplie les régressions : affaiblissement du droit pénal de l'environnement, accélération de la destruction des haies, facilitation des projets de mégabassines, d'élevages industriels et de fermes usines aquacoles.

Cette fuite en avant compromet notre capacité à produire demain, dans un contexte d'épuisement des ressources naturelles, d'effondrement de la biodiversité et d'accélération du changement climatique.

Ce PLOA est aussi anti-démocratique car le gouvernement entend légiférer par ordonnance pour imposer ces reculs.

C'est pourquoi, la Confédération paysanne estime que ce texte ne doit pas être voté en l'état.